

JEUNES ACTEURS ET ACTRICES DU CHANGEMENT : L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNESSES DANS NOS PAYS D'INTERVENTION

NOTE DE SYNTHÈSE – TRAVERSES 48

Contours et périmètres de la réflexion

L'absence de consensus sur la notion de « jeunesse » nous a conduit dans un premier temps à nous questionner sur sa définition et les perceptions qui lui sont liées. Après une courte revue de littérature, il apparaît que cette notion est **plurielle, située**, et recouvre diverses situations. Il s'agit d'un **construit social**, qu'il faut, pour en saisir toutes les spécificités, systématiquement contextualiser. Nous privilégierons donc l'utilisation du pluriel, pour parler non pas de la « jeunesse », mais plutôt des « jeunesses ».

Si, pour des raisons d'efficacité, le critère de l'âge biologique est souvent cité - avec des fourchettes variées d'un projet à l'autre - pour justifier le ciblage de nos interventions, nos organisations semblent en accord avec le postulat des sciences sociales qui privilégient une **définition dynamique** de la jeunesse, entendue comme « un processus de socialisation » (Durkheim), « le passage d'un statut d'âge à un autre » (Galland). Dans la majeure partie de nos contextes d'intervention, l'absence de perspectives socio-économiques peut conduire à l'**allongement de cette phase de transition**, en particulier pour les jeunes hommes, enfermant les individus dans des « jeunesses forcées » (Arnaud) et pouvant mener à un **sentiment d'exclusion** de la vie économique et sociale, mais aussi politique et civile ; sentiment renforcé dans des structures sociales marquées par de fortes hiérarchies intergénérationnelles. À l'inverse, les difficultés d'accès aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive, à l'éducation, etc., liées aux structures de genre, en particulier pour les jeunes filles et femmes, peut écourter cette phase de transition et les mettre dans des situations de grande détresse. Ces situations rendent les jeunes beaucoup plus vulnérables aux crises et aux effets du changement climatique.

La réflexion devra ainsi questionner la **diversité des jeunesses** (jeunes diplômés chômeurs, Neets, jeunes ruraux, jeunes femmes, etc.) prises en compte dans les interventions des membres du Gi (de quelles jeunesses parle-t-on ?), capitaliser sur la manière dont sont identifiées les catégories cibles, se questionner sur les besoins que les jeunes, femmes et hommes, éprouvent dans leur parcours d'insertion et identifier les **blocages spécifiques** rencontrés au cours de ces processus. Tout en tenant compte de la diversité des cadres d'analyses et d'approches développés par les organisations membres du Gi à ce sujet. Certaines ont en effet les jeunesses comme cœur de « cible » à l'instar, par exemple, d'Essor ou du Grdr, et d'autres comme Avsf, en font « une cible » transversale, à l'image du genre. Les champs d'action couverts par chacune sont également très divers (formation professionnelle, accompagnement vers l'emploi ou l'entrepreneuriat, migrations, engagement citoyen, accès aux droits sociaux, etc.) ce qui permettra d'aborder la problématique de l'insertion des jeunes dans une **approche holistique** et non cantonnée à la thématique de l'intégration en emploi, point d'entrée souvent privilégié par les bailleurs de fonds et les politiques nationales.

Outre le caractère multiple et dynamique des « jeunesses » se pose le caractère éminemment politique de la problématique. Les jeunes font face à des inégalités d'opportunités (accès au foncier, aux financements, aux instances représentatives, etc.) relatives à une inégalité d'**accès au politique**, entendu dans son acception large - influence, représentation, *agency*. Or ces inégalités sont enchâssées dans un environnement social (structure familiale, relations intergénérationnelles, groupe

de pairs etc.) qu'il faut prendre en compte pour remettre les jeunes au centre de l'action et rééquilibrer les jeux de pouvoirs. S'enfermer dans des actions concentrées uniquement sur les jeunes serait donc contre-productif pour parvenir à une transformation sociale.

Il ressort ainsi de nos premiers partages d'expériences l'importance de **travailler avec les jeunes comme actrices du développement** de leur territoire et non uniquement pour les jeunes en tant que bénéficiaires d'actions de développement. La publication se propose donc de capitaliser sur les leviers d'actions mis en œuvre par les interventions des organisations membres du GI pour appuyer les jeunes à devenir actrices de leur avenir, et plus largement du développement de leur territoire.

Le Gi construira donc sa réflexion autour du questionnement suivant, fil conducteur du processus de capitalisation :

Quels sont les leviers d'actions mis en œuvre par les organisations membres du GI pour accompagner les jeunes à devenir acteurs·rices de leur avenir, et plus largement du développement de leur territoire ?

Intérêt et enjeux de la thématique pour le GI

Les moins de 25 ans représentaient en 2017 63% de la population ouest-africaine¹ et leur nombre devrait continuer à croître dans les décennies suivantes selon les prévisions des Nations unies. Cette structure démographique constitue un énorme potentiel pour le développement des pays africains, notamment en termes de dividendes démographiques², à condition d'investir dans ces jeunes. Or cette classe d'âge se heurte actuellement à des problèmes d'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé etc. Cette thématique constitue donc un **enjeu fort de développement** dans la plupart de nos contextes d'intervention et est actuellement au cœur des préoccupations tant des pays partenaires, que des praticiens du développement ou des bailleurs de fonds.

Le 24 septembre dernier, les Nations Unies ont, par exemple, présenté leur stratégie pour la jeunesse (Youth2030) qui s'articule autour de l'idée directrice suivante : « construire un monde dans lequel les jeunes jouissent de leurs droits et ont les moyens de développer pleinement leur potentiel, et qui reconnaisse leurs capacités d'action et de réaction à l'adversité, ainsi que leur qualité d'agents du changement ». La mobilisation et la participation des jeunes à la réalisation des objectifs de développement durable sont ainsi fortement soulignées dans cette stratégie qui veut faire de la jeunesse un de ses principaux partenaires. L'ensemble des bailleurs de fonds développent également des stratégies en ce sens (Banque mondiale, UE, OIF, USAID, DFID, GiZ, JICA etc.).

La jeunesse est par ailleurs érigée en **sujet prioritaire de l'aide au développement française**. L'AFD a ainsi constitué un groupe de travail « jeunesse » dans le cadre de la rédaction du Cadre d'Intervention Transversal (CIT) de la division des partenariats avec les organisations de la société civile (DPA-OSC). La jeunesse constituera également un des sujets prioritaires financés par la division en accord avec les orientations du CICID 2018. Néanmoins on observe dans ces orientations stratégiques que seule l'insertion professionnelle et économique des jeunes est mise en avant via leur accès à l'emploi décent. La réflexion menée au sein du GI pourrait contribuer à questionner ces directives pour un accompagnement des jeunes vers une insertion globale associant également les dimensions sociales, politiques et citoyennes.

¹ <https://www.populationpyramid.net/fr/afrique-de-louest/2017/>

² « Le dividende démographique est le potentiel de croissance économique susceptible de résulter de changements de la structure par âge de la population, en particulier lorsque la part de la population en âge de travailler, de 15 à 64 ans, est plus grande que celle de la population non active », UNFPA, *Etat de la population mondiale 2014. Le pouvoir de 1,8 milliard*, 2014, p.12.

Il est également fait état au sein de nos organisations respectives du **besoin de capitaliser** sur cette question des modalités de prise en compte des jeunes dans nos interventions. Une commission « Jeunesse et solidarité internationale » a d'ailleurs été créée en 2016 par Coordination SUD. Cette commission a deux objectifs : faire des « jeunes » un sujet transverse au même titre que la question du genre et renforcer les membres de Coordination SUD dans la prise en compte des jeunes dans leurs actions.

A l'image du genre, la thématique « jeunes » interroge nos manières de faire : quel(s) ciblage(s), quelle(s) méthodologie(s), quelle(s) action(s) pour répondre à quels enjeux ? Si nos projets et programmes concernent de fait des jeunes, il semblerait que nous ayons du mal à atteindre des changements significatifs à la hauteur des problématiques d'insertion socio-professionnelle qu'ils rencontrent. Or, la démographie actuelle et les enjeux qui s'y rapportent ne nous permettent plus de passer à côté. Certains projets et programmes de nos organisations se sont donc centrés sur ces publics cibles pour développer des méthodes de prise en compte de leurs besoins spécifiques. Toutefois il apparaît que les méthodologies et activités proposées (diagnostics participatifs, dispositifs d'animation et d'accompagnement, sensibilisation etc.) diffèrent peu de nos savoir-faire « classiques » et ont parfois du mal à atteindre leurs objectifs.

La réflexion menée dans le cadre de la publication *Traverses* devra, d'une part, permettre cette **capitalisation** et, d'autre part, accompagner l'**identification de valeurs ajoutées, de complémentarités et de synergies** possibles entre organisations pour répondre à cet enjeu actuel majeur de renforcement des jeunes.

Suite du processus

Un **portefeuille de 6 expériences** a déjà fait l'objet d'un **atelier d'échanges de pratiques** (octobre 2018). Cela nous a permis de tirer des premiers constats et d'orienter notre questionnement. Il sera amendé et complété par d'autres initiatives, d'organisations membres du GI et d'organisations hors GI, qu'elles soient locales, nationales ou internationales, lors des journées d'étude qui se tiendront **les 12-13-14 mars 2019 à Bamako**. Pour une raison de cohérence, les exemples d'interventions se concentreront sur la **zone Afrique de l'Ouest** mais seront enrichis par des expériences conduites dans d'autres géographies. Des chercheurs ainsi que des institutionnels, des organisations de jeunes et des membres de la société civile, seront conviés pour alimenter cette réflexion.